

## **Pour redresser l'économie du Québec**

### **Les finances publiques - No 1 de 3**

Il y a quelques semaines, le premier ministre a convoqué tous les acteurs de l'économie pour discuter d'avenir. La convergence fut remarquable. Les entrepreneurs, les syndicats et le gouvernement étaient d'accord pour mettre le cap sur la productivité et sur l'éducation. (Nous reviendrons sur ces deux sujets dans les jours qui viennent.)

#### **Créer l'espace budgétaire nécessaire**

La vision est là, mais pas les moyens pour la réaliser. Il faut d'abord dégager la marge de manœuvre nécessaire aux investissements qu'il faudra faire, notamment en éducation. Un ménage des finances publiques s'impose. À ce titre, les fascicules produits par le groupe d'économistes nommés pour conseiller le gouvernement apportent un éclairage remarquable sur la gestion des finances publiques.

Si nous continuons à vivre au-dessus de nos moyens, avec une productivité anémique et le vieillissement de la population, le gouvernement du Québec aura de moins en moins de revenus et plus en plus de dépenses. La situation est intenable.

#### **Où trouver l'argent?**

Outre le retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2014, le gouvernement s'est déjà engagé à limiter la croissance de ses dépenses à 3,2 %, à lutter contre l'évasion fiscale et à augmenter la TVQ de 1 %. Ces efforts sont importants, mais malheureusement insuffisants. D'autres actions s'imposent.

D'abord et avant tout, **il faut simplifier les structures, revoir les programmes, et les services afin d'en vérifier la pertinence et le mode de livraison.** Il existe de nombreux gains de productivité à faire dans l'appareil de l'État. Faisons d'abord ces choix, ensuite seulement pourra-t-on songer à augmenter les tarifs.

**Établir un plan de remboursement de la dette.** La dette du Québec est le double de celles des autres provinces canadiennes, toute proportion gardée. Ce poids sur les finances publiques est trop grand. Chaque hausse de taux d'intérêt de 1 % alourdit la dette de 1,5 milliard \$.

**Réduire la pression des soins de santé sur les finances publiques.** L'État ne pourra soutenir longtemps des augmentations annuelles des coûts de santé à 5,7 %. Il faut permettre d'autres façons de faire, la présence du privé, et une plus grande responsabilisation du réseau de la santé, sans diminuer la qualité des soins.

Ce redressement des finances publiques ne se fera pas sans des sacrifices de tous les citoyens, du gouvernement et des entreprises. Il faudra beaucoup de détermination au gouvernement du Québec pour maintenir le cap. Lors de la dernière élection générale, on nous a promis un gouvernement qui s'occuperait de l'économie d'abord. Alors qu'il est fort de sa majorité, et au jour où il faut faire des choix difficiles, nous sommes en droit de nous attendre qu'il respecte son engagement.